

Budget du Québec 2017-2018

Les organismes communautaires vont continuer de s'appauvrir

Les organismes communautaires en santé et services sociaux vont continuer de s'appauvrir et ce sont les citoyennes et les citoyens qui en paieront le prix, malheureusement. Alors que la croissance prévue des dépenses en santé et services sociaux s'élève à 4,2% en 2017-2018, l'investissement au Programme de soutien aux organismes communautaires sera seulement de 1,7% cette année.

Pour la Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires (CTROC), cela signifie que les groupes auront encore plus de difficultés à répondre aux besoins de la population qui ne cessent de s'accroître avec l'austérité des dernières années. « On nous demande de faire plus avec moins, encore une fois, alors que nous sommes à bout de souffle. Le gouvernement déleste de plus en plus de ses responsabilités sur le dos des organismes. Pourquoi ne méritons-nous pas alors la même hausse que le réseau public, qu'on sort du pétrin plus souvent qu'à notre tour », se demande Hugo Valiquette, porte-parole de la Coalition des TROC, qui représente 3000 groupes communautaires autonomes dans toutes les régions du Québec.

La situation n'est pas mieux pour les organismes communautaires financés par les autres ministères. Leur financement est soit gelé, soit à peine haussé mais sur une base ponctuelle. Par exemple, les millions de dollars annoncés récemment pour la persévérance scolaire ou les organismes familles sont non-récurrents et ne sont pas attribués au financement à la mission de ces organismes. Le financement à la mission contribue à la consolidation et au développement des organismes, alors que ce n'est pas le cas avec le financement ponctuel.

L'écart entre le financement actuel des organismes communautaires et leurs besoins réels s'élèvent à 475 millions \$. M. Valiquette souligne que le gouvernement aurait pu, dès maintenant, faire des investissements significatifs. « On pourrait très bien prendre une partie des surplus affectés au Fonds des générations pour corriger le sous-financement chronique des organismes communautaires, à qui on reconnaît pourtant une contribution essentielle au développement social et économique du Québec ! »

La Coalition des TROC est aussi déçue de l'inaction du gouvernement en matière de lutte à la pauvreté. « Patientez, nous dit le ministre Blais. Mais les personnes en situation de pauvreté n'ont pas ce luxe. », déplore M. Valiquette. Le report du plan d'action en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale retarde d'autant les sommes nécessaires pour venir en aide aux plus personnes les plus démunies de notre société.